

Quelle communauté francophone vouloir ? Comment vaincre l'aboulie dominante ?

Albert Salon
Ancien Ambassadeur, Docteur d'Etat ès lettres
Président du *Forum Francophone International*



Albert Salon

LP - CLA 2007

Modérateur : Keyong Li
Co-Rédacteur en Chef de la revue Synergies Chine
Président de L'Institut des Langues étrangères du Sichuan

Avant de lui donner la parole, permettez-moi de vous présenter notre conférencier. Monsieur Albert Salon est un ancien diplomate français très engagé dans les questions qui concernent la francophonie et la diversité culturelle. Sa présence dans ce colloque est donc tout à fait opportune puisque nous défendons au Gerflint des valeurs identiques.



Keyong Li

LP - CLA 2007

Ancien élève de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'ENA, M. Salon a soutenu, en 1981, une thèse de doctorat ès lettres en Sorbonne intitulée *L'action politique de la France dans le monde*. Il a notamment été ambassadeur de France en République Dominicaine et anime de nombreuses associations de défense de la langue française. Il est Président du *Forum francophone international de France* fondé en 2001, dont le sigle, FFI, rappelle la résistance française. Pour M. Salon, en effet, il convient de résister à une mondialisation destructrice de toutes les valeurs. Il vient de publier chez L'Harmattan un ouvrage autobiographique *Colas colo, Colas colère. Un enfant de France contre les empires*, qu'il présente comme un appel à la libération, à l'affirmation et à la décolonisation de la France, du Québec et de toute la francophonie. Ce



Synergies Monde n° 2 - 2008 pp. 39-50

sont de telles idées qui certainement inspirent la conférence qu'il va donner et qui s'intitule *Quelle communauté francophone vouloir ? Comment vaincre l'aboulie dominante ?* L'aboulie, permettez-moi de vous le rappeler, est une forme de trouble psychique caractérisé par la difficulté à agir et à prendre une décision. Sans trop m'attarder, je donne tout de suite la parole à M. Salon.

Albert Salon

Cher Jacques Cortès, Mesdames et Messieurs les Directeurs, Rédacteurs et Rédactrices en chef des revues Synergies, je vous salue tous et je voudrais vous dire à quel point je suis content d'être ici. J'ai été ambassadeur mais je suis surtout un ancien Conseiller culturel (Allemagne, Québec, Australie). J'ai été aussi directeur d'administration centrale, notamment au Ministère de la Coopération, pour notamment contribuer fortement aux subventions des organismes multilatéraux de la Francophonie et particulièrement aux grands développements qu'avait connus alors l'AUPELF, devenue AUF. Je retrouve chez vous, avec votre assemblée, tous les débats qui restent les préoccupations de mon temps de retraite depuis un peu plus de six ans, dans des associations qui promeuvent, toutes en synergies entre elles, le français, la Francophonie, le dialogue des cultures et la diversité culturelle. Je tiens à souligner combien j'apprécie la solidarité et la chaleur humaines des culturels, au sens large du terme. Vous êtes des culturels. Je l'ai été et je le reste car c'est dans ce milieu ouvert à la diversité que l'on trouve encore le souci d'aller vers l'autre, tel qu'il est, avec sa culture et son propre arrière-plan. Quand on se trouve dans une atmosphère comme celle-ci, on se sent tellement bien.

La définition de l'aboulie a déjà été donnée, je n'y reviendrai donc pas. Le titre de mon intervention est un peu iconoclaste : *Quelle communauté francophone vouloir ? Comment surmonter l'aboulie dominante ?* Eh oui, il y a aboulie de la part d'un certain nombre de nos dirigeants, en matière de culture et d'échanges culturels, et plus particulièrement en ce qui concerne la France qui présente, à cet égard, un important déficit de souci et de dynamisme. C'est surtout de cela que je voudrais vous parler.

Je ne vais pas vous décrire le fonctionnement de la Francophonie multilatérale. Vous la connaissez et en parlez dans les diverses revues que vous même publiez. Je salue à ce propos la naissance de *Synergies Monde* qui me paraît un bel exemple de courage pour placer la francophonie dans la dimension qui est et doit rester la sienne. Vous verrez que, dans mon intervention, je suis « gerflinté ». Il va falloir que vous parveniez à faire admettre ce terme dans la langue courante.

Entrons dans le vif du sujet. Mon propos s'inscrit dans les mêmes objectifs que vous rappelez dans le thème de votre colloque : nous devons travailler pour faciliter une meilleure compréhension du monde où l'on vit, pour contribuer à construire une planète plus respectueuse de l'identité et des valeurs de chaque individu. Ce monde est moins que jamais un monde de paix et de réalisme. C'est encore et toujours, malgré les bonnes volontés qui continuent elles aussi d'exister, un monde de conflits, peut-être aussi, au sens strict, un monde de guerre. Il faut bien réfléchir à ce terme car, qu'on en ait ou non conscience, nous devons réagir de plus en plus comme dans une situation de guerre.

Faisons rapidement une petite distinction entre la francophonie avec un petit *f* et la Francophonie avec un grand *F*.

La francophonie avec un petit « *f* » est diffuse. C'est le français, c'est vous-mêmes qui êtes bien placés pour la connaître en dehors de la francophonie organisée, c'est le français répandu dans le monde et l'adhésion à des valeurs véhiculées par la langue et la culture françaises. Au FFI, cité tout à l'heure, on l'appelle la « francosphère ».

la Francophonie avec un grand « *F* », c'est l'OIF (l'Organisation Internationale de la Francophonie), sise à Paris et qui est aujourd'hui une communauté volontaire de 68 gouvernements.

Je tenterai ici de définir en quelques points ce que pourrait être une grande politique de défense et d'illustration de la francophonie.

1- La langue française et la francosphère dans la mondialisation et la « globalization »

La francosphère diffuse (désormais *f*) et la francophonie organisée (désormais *F*) ont en commun qu'elles s'affirment toutes deux dans la mondialisation qui est un phénomène neutre. Là où commencent les problèmes, c'est d'évidence dans l'utilisation de la mondialisation comme un instrument à l'usage du pays qui a su le premier tirer le meilleur parti pour lui-même de ce phénomène.

F et *f* affirment toutes deux dans la mondialisation une conception de l'homme et des relations internationales, qui est opposée aussi bien à l'amalgame mondial qu'au repli identitaire. Elles refusent le repli sur soi tout autant que le choc des civilisations de Huntington présenté parfois comme inéluctable, voire souhaitable par certaines personnes. Elles prônent toutes les deux l'humanisme, le respect de civilisations différentes, le dialogue des cultures et la souveraineté. Elles veulent donc préserver les chances de maintenir et de faire vivre la diversité linguistique et culturelle et d'atténuer le bouleversement politique mondial provoqué par l'émergence du triangle : **identité-culture-communication**. Ce triangle a été mis en valeur par Dominique Wolton dans *Demain la francophonie* ». C'est un spécialiste de la communication très porté sur l'étude pratique des actions en faveur de la Francophonie. *F* et *f* seraient donc la réponse à une attente, une chance pour le monde et pour la France. Mais cette chance n'est pas encore saisie par la France officielle, malgré les discours, malgré les gestes qui sont faits, malgré la réussite du sommet francophone en octobre 2002 à Beyrouth, grand sommet de la diversité culturelle qui a servi d'accélérateur énorme. Parmi les résolutions qui ont été prises dans cet immense forum-sérail, on observe que la diversité culturelle et l'Europe ont été au centre des débats. Il est assez extraordinaire d'observer que ce milieu (très mondialiste, très de « gauche », très réticent à l'égard de ce qui pourrait ressembler à du néo-colonialisme ou du néo-impérialisme) a adopté à l'unanimité des résolutions recommandant que l'on traite avec vigueur les ensembles géo-culturels et géo-linguistiques comme l'Hispanophonie, la Lusophonie, la Francophonie, l'Arabophonie etc, et cela malgré l'attitude de la France dans la guerre d'Irak, affirmant que les États-Unis ne sont qu'une des formes de l'Occident et non pas son État-phare. La France a là une chance extraordinaire qu'elle laisse largement tomber. D'abord « fille aînée de l'Eglise » dans les temps du catholicisme triomphant, puis mère d'une révolution, la transition française de l'idée de catholicisme (qui contenait déjà celle d'universalisme) vers la Révolution avec le souci qui s'est ultérieurement imposé d'être une République laïque ouverte à tous les hommes, cette transition, contrairement à ce qu'on nous dit dans les livres, s'est faite plutôt bien même si elle a pris du temps. On est passé de façon globalement satisfaisante du monde catholique à un monde révolutionnaire qui a été pourtant

anti-catholique et même, plus largement, anti-religieux entre 1789 et 1793. Si la France est une nation fondée au moins sur une langue, une culture et un ensemble multiculturel communs, si elle est une sorte de République universaliste - présomption des plus sérieuses car c'est une idée qui marque profondément les gènes de nos petits Français - c'est parce qu'elle défend une conception de l'homme, parce qu'elle est porteuse d'un message humaniste, animée d'une foi qui ne peut être impérialiste, ni, *a contrario*, consentante à son absorption dans une quelconque politique mondialiste qui nierait son identité profonde. La politique française doit continuer à marcher sur deux jambes : la Souveraineté et la Solidarité.

2 - Le recouvrement de la souveraineté politique

La souveraineté politique suppose en premier lieu d'importantes mesures proprement françaises en France - mais aussi au Québec ou ailleurs - de redressement. Elle suppose aussi, tenez-vous bien à vos chaises, la sortie de la France de l'empire américain et du modèle anglo-saxon. La France doit se distinguer de l'Occident américain qui tend au fond à la nier et qui devient trop étroit, dépassé, dangereux pour elle comme pour le reste du monde. Elle suppose enfin le refus par la France de toute organisation fédérale d'une Europe. Je parle plusieurs langues européennes, je connais bien plusieurs cultures européennes, donc je suis un Européen. Mais nous ne sommes pas, dans nos associations, le fer de lance des fédéralistes européens. Donc refus de cette organisation fédérale parce que l'Europe doit rester un continent de diversité, parce qu'elle est éminemment un continent de diversité et qu'elle doit le rester. Renforcer la coopération au maximum, oui, mais pas de plurilinguisme dans l'inféodé et pas de coopération à la carte forcée pour répondre passivement aux besoins d'États souverains. Ce ne sont pas nos amis britanniques qui nous donneront tort sur ce plan. Eux savent à quoi ils tiennent. L'Europe fédérale imposée tend à devenir un empire classique. Je n'en dirai pas plus.

3 - Une politique linguistique française de souveraineté

Les politiques de souveraineté, les politiques linguistiques proprement dites, adhèrent à cet objectif de recouvrement de la souveraineté. La France doit réinstaller sa langue dans toutes les fonctions vitales de son activité mondiale. Vous, Chers Amis, vous êtes en dehors de la France actuellement et vous vous dites probablement ceci : « nous sommes des francophones d'adhésion et des francophiles ; nous travaillons pour cette France, pour la Francophonie, nous sommes pour la langue française, nous y croyons, nous y tenons, etc. Mais est-ce que la France y tient ? » Et cette question nous, nous nous la posons aussi dans nos associations, nous nous la posons avec de plus en plus de force et d'exigence à l'égard de nos dirigeants. Les principaux candidats à l'élection présidentielle récente nous ont répondu de manière encourageante. Ils ne nous répondaient pas auparavant. Mais nous sommes encore loin de ces questions dans la réalité du gouvernement. Attendons la suite et soyons vigilants. Il faut réinstaller la langue dans toutes nos activités nationales parce que précisément la langue française tend à disparaître des sciences, des brevets européens et des sièges français d'entreprise mondialisée. Nous avons été conduits, dans nos associations, à faire alliance avec les syndicats, il y a de cela plusieurs années, pour empêcher qu'on brade d'abord notre langue et demain les emplois. Ce combat était légitime et sage mais on nous traitait de doux rêveurs. Les temps

ont changé puisqu'on est venu nous voir pour qu'ensemble nous organisions une grande conférence de presse qui a eu un très grand succès à l'Assemblée Nationale, le 8 février dernier, les médias étant présents et les syndicats aussi à l'exception de FO. Unité presque totale, donc, pluralisme et motivation à la base puisque les syndicats des entreprises eux-mêmes dénoncent l'imposition de logiciels en anglais ou l'obligation de communiquer en anglais à l'intérieur d'une entreprise située dans l'hexagone. Nous en sommes là, souvent là. Le plurilinguisme commence dans l'enseignement des langues étrangères dans les institutions scolaires et universitaires. Vous savez qu'on a tendance à faire dans l'enseignement de nos écoles du tout en anglais. Il faut sortir de ce tout en anglais réducteur. Certes, apprendre une ou deux langues étrangères est bon, et Claude Hagège ne dit pas le contraire mais il ajoute à peu près ceci : « surtout il ne faut pas commencer par l'anglais mais par une autre langue étrangère car on arrivera nécessairement à glisser ou à tomber dans l'anglais ensuite ». L'enjeu est aussi actuel chez nous qu'au Québec. Devant les empiètements de l'Union Européenne en faveur de l'anglais en France même, la France doit réagir avec vigueur. Il faudra refuser de suivre tout nouveau pas dans le fédéralisme et porter la bataille précisément sur le terrain linguistique et culturel, là où les fédéralismes sont les plus vulnérables, pour qu'on puisse se rendre compte du danger qu'il y a à toucher à l'âme des peuples. Cela risque de provoquer des réactions de refus comme ce fameux **non** de la France et des Pays Bas à la Constitution Européenne. L'Euraméricanie, comme je l'appelle, c'est l'anglo-américain qu'il faut remettre à sa juste place dans l'ensemble de l'Union.

Enfin, toujours dans la politique française de recouvrement de souveraineté et de francophonie, je voudrais dire ceci : la Francophonie doit être ancrée dans notre Constitution. En 1992, au moment de l'affaire de Maastricht, notre association avait fait adopter la petite phrase qu'un grand nombre de Français connaissent bien : « *la langue de la République est le Français* ». Cela a permis beaucoup de choses pour endiguer ce qui se passait. Nous avons voulu ensuite faire introduire dans la Constitution une autre phrase : « *la République participe à la construction d'un espace francophone de solidarité et de coopération.* » « Ca ne mangeait pas beaucoup de pain », comme on dit familièrement, mais cette phrase a été repoussée. Il faudra pourtant bien l'inscrire un jour dans la Constitution car elle pourrait servir à illustrer la fameuse phrase de Mao disant qu'on ne peut marcher que si l'on a deux jambes. Pour nous, les deux jambes sont la jambe Europe bien sûr, mais pas fédérale, et puis la jambe grand large, celle de la Francophonie.

4 - La solidarité culturelle et linguistique développée entre les pays et communautés de langue maternelle française

Ces communautés de langue-maternelle française sont toutes en difficultés. D'abord chez nous en France, on l'a vu très brièvement, avec la complicité de nos élites, mais c'est aussi le cas au Québec, en Belgique, en Suisse, et dans toutes les communautés de langue maternelle française qui sont actuellement sous pression. C'est donc l'ensemble de la francophonie de langue maternelle qui se trouve menacée. Cela vous concerne mais n'est point dirigé contre vous qui êtes dans une situation de résistance française. Je dis bien résistance, comme en 1941, car la langue a besoin de toutes ses forces pour se redresser.

5 - Une politique française de la francosphère



Albert Salon

LP - CLA 2007

Des façades et domaines maritimes de la France existent dans les départements d'Outre-mer, dans tous les grands océans et même partout. La francophonie est une francosphère répandue sur tous les continents. La France ne doit pas oublier son grand large. Il faut aussi savoir balayer devant sa porte, par exemple en banlieue où le dialogue des cultures n'est pas ce qu'il devrait être. Ce dialogue des cultures commence de fait à l'intérieur d'une France déjà multiculturelle qui a intérêt à en faire une richesse plutôt qu'un handicap. Après avoir balayé devant sa porte, donc, la France devra entrer en concertation étroite avec ses partenaires au sein de la communauté francophone, afin de donner un contenu au dialogue des cultures, dans le sillage des sommets de Beyrouth et de Porto Allègre. D'une certaine façon aussi, la solidarité et le développement concernent les domaines économique et culturel. Cela suppose que les pays développés de l'Union décident ensemble d'augmenter fortement le volume, la pertinence et l'efficacité de la règle bilatérale et multilatérale de développement dans le Sud et dans l'Est. Cela suppose aussi, sans revenir à une conception de la Francophonie trop étroitement fondée sur la langue, une solide organisation. L'OIF qui devrait évoluer vers une sorte d'ONU bis des pays admis, qui ont parfois beaucoup moins de liens avec le français que pourraient en revendiquer le Brésil, la Russie, voire la Grande Bretagne ou les Etats-Unis. À la différence de l'Hispanophonie, de la Lusophonie et du Commonwealth, la Francophonie ne se réduit pas au cercle ou au club d'une métropole entourée de ses anciennes colonies. En effet, dites-le bien autour de vous : moins de la moitié des membres de l'OIF, ont été administrés par la France au cours de leur histoire, contrairement à l'hispanophonie et à la lusophonie qui sont composées exclusivement d'anciennes colonies. Il est flatteur que l'on souhaite entrer en Francophonie - ce que l'on constate depuis des années - pour ne plus en sortir. Des pays sont même prêts à tricher pour y entrer aussi. Cela est tout de même étrange, non ? Mais un équilibre reste à trouver pour éviter de trop distendre les liens avec la langue française, car cela entraînerait à s'éloigner des valeurs qu'elle véhicule, à diluer sa cohérence et son originalité, donc à diminuer son audience. Il faut concevoir une politique de la francosphère, mais au-delà de la Francophonie, cette politique suppose une reprise de notre effort de diffusion à l'étranger que nous avons laissé s'affaiblir durant des années. Diffusion et coopération par les institutions et les centres culturels, par les écoles, les universités et les filières de recherche. Nos amis vietnamiens savent, par exemple, qu'il y a eu, par le biais de l'AUF, une très grande reprise d'enseignement du français au Vietnam par l'Institut francophone d'informatique de Hanoi. Non seulement dans les filières universitaires nord, sud, centre, non seulement par la classe bilingues primaire/secondaire, mais encore dans bien d'autres domaines que je ne citerai pas ici. Mais cet effort là, comme en témoigne un rapport de l'AUF, a eu tendance à faiblir et c'est dommage. Écoles, filières universitaires de recherche, appui aux Alliances Françaises, à nos merveilleuses Alliances Françaises. Quand je suis dans une assemblée d'Alliance Française, je me sens autant à l'aise qu'ici auprès de vous. J'ai aidé à créer, par des

locaux naturellement, des Alliances Françaises partout où je suis passé. Mais je pense aussi aux Missions religieuses et laïques, ne les oublions pas : catholiques, protestantes, juives qui travaillent pour la langue et la culture françaises à l'étranger. L'Alliance française d'Israël date de 1862. Elle a été créée pour scolariser des Hébreux sortis de la communauté juive quand cette dernière était dans le besoin et la misère, pour donner un enseignement en hébreux et en français. Elle a formé aussi beaucoup de professeurs. Ce qui reste d'amour pour la France y compris pour ceux qui se sont décolonisés par la force, Haïti par exemple, c'est dans les missions qu'on le trouve encore bien souvent. Maintenant, très rapidement, des propositions :

6 - Des propositions françaises pour une politique de la Francophonie par l'OIF

- D'abord, renforcer dans l'OIF le Haut Conseil de la Francophonie. C'est un Conseil qui a longtemps existé d'une manière un peu superficielle mais qui vient d'être renouvelé avec la synthèse de Dominique Wolton. Il faut coopérer avec l'OIF. L'AUF en fait partie même si parfois on la trouve un peu trop autonome. Il faut parvenir à faire coopérer l'ensemble des associations multilatérales de la Francophonie, avec l'OIF en particulier, notamment dans la recherche, parce que le souhait du Haut Conseil de la Francophonie est d'être un véritable laboratoire d'idées sur les politiques francophones, sur la cohésion de la Francophonie, sur le contenu du dialogue des cultures, toutes questions éminemment vitales.

- Ensuite tenir compte de l'irruption des dimensions de culture et de communication dans la mondialisation est fondamental ! Notamment le fameux triangle que je citais tout à l'heure. Définir, asseoir, pratiquer le dialogue des cultures en recouvrant le potentiel d'une laïcité véritable. Je rejoins là Dominique Wolton qui en a parlé et Jacques Cortès.

- Conjuguer logique intergouvernementale et logique ONG à caractère mondialiste. Oui Mesdames et Messieurs, il faut parvenir à mobiliser les sociétés civiles, les ONG qui forment les associations du français et de la Francophonie, leur donner un rôle de réelle consultation par l'OIF. Il y a théoriquement un organisme qui est là pour ça, mais qui n'agit pas vraiment, il faut l'exiger !

- Un pouvoir véritable de proposition doit être donné aux institutions de l'OIF, d'abord au sein de la future organisation de la Francophonie à Paris, rue de Ségur, mais aussi bientôt dans son annexe au château de Villers Cotterêts, où notre association propose, depuis longtemps, à la suite d'ailleurs de Porto Allegre en 2002, de créer un Forum Culturel Mondial dans le Château où François 1^{er}, en 1539, imposa l'usage du français dans les actes officiels de justice, l'instituant donc comme langue du Royaume (comme il est aujourd'hui langue de la République) mais non pas langue de la Nation puisqu'il y a d'autres langues dans la Nation française. Le français devint donc la langue de contact avec le pouvoir et de lien entre tous les citoyens. Villers Cotterêts deviendrait donc une annexe de la Maison de la Francophonie et en même temps un Centre doté de tous les équipements : audio-visuel, bibliothèque, médiathèque et centre de stage de formation de gens venus d'ailleurs pour s'initier ou se perfectionner dans la connaissance de la Francophonie et du dialogue des cultures. Voilà ce que nous voudrions installer à Villers Cotterêts.

- Affirmer en droit et en fait une priorité très forte au financement de la Francophonie par l'attribution de crédits bilatéraux et multilatéraux pour l'aide au développement. Recentrer la mise en œuvre des moyens de l'OIF sur l'éducation et la culture, la coopération inter-universitaire, la fourniture massive de livres en français, gratuits ou très bons marché, qui manquent cruellement dans certains endroits, surtout en Afrique. Telles devraient être les priorités.

- Mettre fin, notamment dans *le Salon du Livre*, à la distinction entre auteur français et auteur francophone et diffuser la notion d'auteur de langue française. Parce qu'on parle trop d'auteurs francophones comme si les Français n'étaient pas des auteurs francophones. Il faut faire cesser cette distinction-là que certains ressentent comme discriminatoire.

- Il existe un drapeau de la Francophonie tout à fait officiel, édité depuis des années par les organismes francophones, par l'OIF, apparaissant dans toutes les réunions de l'OIF. Notre Président de la République devrait, à partir de maintenant, se montrer dans des émissions télévisées et les circonstances très officielles, avec certes le drapeau français, bien sûr, avec le drapeau européen bien entendu, il faut nous y habituer, mais aussi avec le drapeau de la Francophonie. Cela montrerait et illustrerait qu'on peut encore continuer à marcher sur deux jambes. Ce serait très symbolique comme idée : au Québec, par exemple, on doit montrer d'un côté le drapeau québécois et de l'autre, le drapeau de la Francophonie puisque le Québec est membre à part entière de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

- Obtenir enfin, et c'est le dernier point que je voudrais souligner, un engagement des États-membres à la fois de l'OIF et de l'Union européenne (qui reçoivent des documents de travail uniquement en anglais) que les documents de travail soient également rédigés en français. Les trois Premiers Ministres depuis 2001 : MM. Jospin, Raffarin, de Villepin, n'ont pas eu la volonté de faire respecter cette règle pourtant simple.

Cet exposé vous a sans doute étonnés, choqués aussi peut être, mais c'est la réalité : nous sommes en conflit. Défendons-nous. Merci.

LE DÉBAT

Urbain Amoa

Je vous remercie et voudrais réagir à chaud pour vous poser une question très banale : la France est-elle francophone ?

Albert Salon

C'est à cela que mon exposé tentait de répondre : la France est-elle francophone ? Nous voulons, nous, qu'elle le devienne. Alors il faut nous ouvrir à cet effort, qu'elle le redevienne bien sûr. Elle fuit cette exigence, mais elle s'imposera parce que, pardonnez-moi de parler maintenant avec un petit peu de passion, la France a connu des périodes très sombres dans son histoire. On l'aime aussi pour ça, parce que cela lui rend, en tant que personne, son humanité. Elle vient de traverser et traverse peut-être encore une période sombre de son histoire. Elle s'en sortira, elle s'en est toujours sortie et ça va continuer.



Enrica Piccardo

LP - CLA 2007

Enrica Piccardo

Au risque d'être un peu contre ce que vous venez de dire, je ne souhaite pas que la France devienne francophone. Je souhaite au contraire qu'elle conserve toute sa polyphonie de langues qui est là et qui, malheureusement, au cours de son histoire a été un peu étouffée. Et c'est justement ce qui fait la richesse de la France.

Depuis peu on retrouve les langues de France et cela pose de grands problèmes dans l'enseignement. Ce qui différencie un pays grand d'un grand pays, c'est le fait de savoir reconnaître sa diversité intérieure pour pouvoir ensuite reconnaître l'universalité qui existe au niveau de la Francophonie. Je ne pense pas qu'on soit en guerre contre quiconque ou contre quoi que ce soit. Je suis désolée, mais j'ai entendu plusieurs fois dans votre discours les mots *bataille*, *combat*, etc. Je ne souhaite pas ce combat. Je veux rester dans l'esprit des revues *Synergies*. Ce n'est pas entrer dans un combat que de publier une revue du GERFLINT. Quand j'ai proposé à M. Cortès *Synergies Europe* dans une perspective plurilingue, le plus plurilingue possible même (notre seule contrainte étant que notre comité de lecture n'est pas en mesure de publier dans toutes les langues de l'Europe), il nous a donné son accord. Nous nous sommes limités à cinq langues parce que, si l'on publie un article en grec, personne parmi nous ne saura le déchiffrer. Mais, en théorie, on voudrait bien avoir des articles en grec. On a discuté un peu et on a décidé que la revue *Synergies Europe* serait européenne donc plurilingue, même si l'on est dans le GERFLINT, même si l'on est dans la recherche francophone. J'ai vu ce matin, avec un grand plaisir, beaucoup d'autres revues qui vont dans la même direction que la nôtre parce que les autres équipes aussi sentent le besoin d'un français qui ne soit pas *à la place de* mais *à côté des* autres langues. Le français doit être en synergies avec les autres langues et ce d'autant plus que, dans l'hexagone, cela est vrai, même si malheureusement ce ne fut pas toujours le cas.

Albert Salon

Ce que vous dites est très intéressant. Merci d'avoir fait cette intervention-là. J'avais, du reste, prévu de traiter cette question. Je ne l'ai pas fait et j'ai eu tort. Disons tout de suite une chose, Lorsque Monsieur Amoa m'a demandé si la France était francophone, je lui ai répondu qu'elle devait redevenir francophone. Je ne pense pas déformer sa pensée si je traduis sa question par une autre sous-entendue qui serait : est-ce que la France croit à la Francophonie telle qu'elle existe au dehors et telle qu'elle est organisée aussi (la Francophonie avec un grand F) ? Je sais que les Africains, généralement, posent ce type de question. Je n'ai jamais voulu dire que la France, pour être Francophone, ne doit parler que le français. Je vous ai dit que je suis un Européen, que je suis moi-même plurilingue, que nous voulons défendre la diversité, que nous luttons pour la faire respecter comme ce fut le cas à Porto Allègre. A propos de Porto Allègre, savez-vous comment le Congrès s'est déroulé ? Les Américains n'y sont pas venus mais il y avait des hispanophones, des lusophones, des arabophones, et surtout, naturellement, des Latino-Américains. Nous nous exprimions tous dans nos langues latines, nous nous comprenions et nous pouvions les uns et les autres passer de l'italien à l'espagnol, au français, au portugais etc. dans tous les

sens. On faisait un peu tous cela et c'était extraordinaire comme ambiance de diversité linguistique et culturelle. Mais on n'est pas uniquement francophone en France, vous le savez bien. J'ai évoqué l'ordonnance de Villers Cotterêts et la phrase que nous avons réussi à introduire dans la Constitution Française en 1992 : « La langue de la République est le Français ». Cela veut dire que la langue de l'État, pour communiquer avec les citoyens, est le français. Et rien d'autre que cela. Les langues régionales sont un aspect précieux de la diversité à l'intérieur du territoire de l'Etat français. Elles survivent dans notre pays et retrouvent de la vigueur et c'est une bonne chose. Leur survie fut parfois difficile, il y a eu des périodes où l'on a même tenté de les éradiquer, y compris les instituteurs sous la III^{ème} République. On connaît bien tout cela! Aujourd'hui, elles se re-développent, grâce à une loi votée en 1951 : la loi Deixonne, toujours appliquée aujourd'hui pour l'enseignement des langues régionales dans les écoles, et qui donne la possibilité de recevoir une aide du gouvernement. La position de nos associations est la suivante en la matière : nous sommes pour la diversité à l'extérieur, mais nous sommes aussi pour la diversité à l'intérieur. C'est dans tous nos écrits. Mais évidemment, il ne faut pas oublier non plus que le français est la langue de la République, et qu'il faut le défendre pour ce qu'il est à son niveau. Nous mettons deux butoirs aux langues régionales :

1- Ce ne sont pas des langues officielles. On peut donc les développer autant qu'on veut, même les aider financièrement à se développer si les gens le souhaitent, mais encore une fois, leur statut n'est pas officiel sur le territoire national.

2 - Ce ne sont pas des langues véhiculaires principales - pesez-bien les mots - dans l'enseignement public. On peut enseigner certaines matières en breton ou en alsacien (l'Alsace a choisi de mettre ses dialogues franciques et mosellans dans les écoles, mais pas le hochdeutsch allemand que je parle très bien) mais la langue véhiculaire reste et doit rester le français.

Ce n'est pas là une position de franchouillards arc-boutés sur leur langue. Il y a des dangers qui menacent la langue nationale. Soyons clairs : si l'Union européenne favorise les langues régionales c'est avec l'arrière-pensée plus ou moins avouée de détruire, ou d'affaiblir les États-nations membres de l'État bruxellois. L'Union joue donc les régions et les langues régionales contre les États nationaux qui sont considérés un peu comme des gêneurs aux yeux de beaucoup d'européistes, aussi bien, du reste à Bruxelles qu'en France. Je pense que j'ai répondu à votre question, ça ne vous sourit peut-être pas pas tout ça, mais c'est quand même une réalité !



Urbain Amoia

LP - CLA 2007

Urbain Amoia
Synergies Afrique Centrale et de l'Ouest

Excusez-moi de réagir encore, mais je pense que la question demeure de savoir si la France est francophone. Vos propos l'attestent.

- D'abord, ce que l'Afrique souhaite, ce n'est pas qu'on lui envoie des livres. C'est là une conception ancienne et surtout surannée de la coopération. L'Afrique et les Africains peuvent et doivent trouver eux-mêmes des ouvrages qui les intéressent et qui correspondent à leurs besoins.

- Ma seconde observation est d'étonnement en vous entendant dire : «Oui je connais bien les réactions des Africains et je sais comment ils posent les questions». Sans être impertinent, permettez-moi de rappeler que je suis docteur de l'Université de Bordeaux III, Chevalier des Arts et des Lettres, vice-président de la Fédération Internationale des professeurs de français (pardon d'étaler ainsi mes titres) mais ma question ne se situait pas au premier niveau. C'est dans une dimension de mystique relationnelle que je me situais. C'est à ce niveau philosophique, loin de toute considération pratique que j'aimerais que se situe notre débat.

Albert Salon

Pardon si ma phrase concernant les Africains a pu vous paraître ambiguë. Je me suis peut-être mal exprimé. Je ne retire pas tout à fait ce que j'ai dit à propos des questions des Africains mais je tenterai de préciser mon propos. Je voulais parler bien sûr d'un Africain francophone s'adressant à la France. Le discours souvent tenu, quel que soit le pays d'origine du questionneur est souvent celui-ci : « mais qu'est-ce que vous faites vous la France ? » « Est-ce que vous êtes francophones ? » Est-ce que votre gouvernement est francophone ? Est-ce que votre politique est francophone ? ». C'est à cela que je répondais. Alors je ne vous assimile pas à n'importe quel Africain. Je dis simplement que c'est une question que posent en général nos partenaires africains francophones au gouvernement français. Rien de plus. Aucun sous-entendu dans mon propos. J'espère que cette réponse vous paraîtra satisfaisante.

Enrica Piccardo

Le premier signe qui prouverait qu'on défend vraiment la différenciation linguistique, je veux dire de façon réelle et non par voie d'affichage serait que la France, après avoir signé la charte des langues régionales, la ratifie parce que cela n'a pas encore été fait. Quand les enseignants de langues régionales partaient à la retraite, au début ils étaient remplacés. Aujourd'hui leurs postes ne sont plus pourvus. Il faut renouveler les moyens sinon on restera au niveau d'un affichage sympathique mais sans réalité.

Argyro Moumtzidou

Il faut donner toute sa place au grec dans les langues latines car le latin lui-même est imprégné d'hellenismes. Mais en tout cas, j'aimerais rappeler que la Didactologie des langues-cultures n'est pas réservée à une langue dominante. Il faut savoir, lorsqu'on enseigne, qu'on est au contact de beaucoup de langues et de cultures rassemblées dans une même classe.



Michaël Kelly

LP - CLA 2007

Michaël Kelly

La France a le droit de choisir sa politique linguistique. Cela n'est pas en question. « Sans être français, je suis, quant à moi, très content de promouvoir la langue française » et je ne le cède à personne tant en ce qui concerne le nom de la France que sa langue et de sa culture. Optant pour une situation de conflit, nous mettrait dans une position difficile. On a l'habitude des situations difficiles, mais vous posez au moins quatre conflits et je pense que vous faites cela avec beaucoup de courage : un conflit

linguistique, un conflit culturel, un conflit politique et un conflit économique ... et même un cinquième au niveau des civilisations... et des sociétés modernes. Poser ces conflits me semble très courageux mais je me demande où vous trouvez les moyens d'un tel courage ?

Albert Salon

Nous cherchons, c'est vrai, à faire partager par tous nos compatriotes et par tous ceux qui, comme vous, veulent bien nous soutenir, la foi qui nous anime. Le courage, malheureusement, est la chose du monde la moins évidente aujourd'hui dans certains milieux responsables du sort de la langue française. Nos milieux associatifs en ont mais ils ne sont ni très nombreux ni très puissants, n'ont pas beaucoup d'argent et se battent donc essentiellement sur des idées et sur des valeurs. Les conflits que vous avez cités, il ne faut pas les ignorer. Ils existent en effet. Je vais toutefois prendre deux exemples, l'un chez vous, l'autre aux États-Unis, pour essayer de vous donner une vue différente des choses.

Aux États-Unis, tous les ans, un rapport est rédigé par le *State Department* et par la CIA, pour analyser les progrès accomplis dans la lutte contre les autres langues faisant obstacle à l'expansion de l'anglo-américain. Parler de conflit serait un euphémisme. C'est un travail qui relève de l'opposition systématique à l'idée de liberté qui circule dans le concept de diversité. C'est donc, n'ayons pas peur des mots, une entreprise qui relève de la « guerre froide ».

Chez vous en Grande Bretagne, c'est un peu la même chose, mais sous une autre forme. Laissez-moi vous dire d'abord de façon plaisante - mais les Britanniques ont beaucoup d'humour - que votre gouvernement aurait sans doute quelques motifs à demander une place d'honneur au sein de la Francophonie. Qui pourrait la lui refuser avec « *Dieu et mon roi* », « *honni soit qui mal y pense* », « *nous avons été pendant trois cents ans de langue française à la cour* » ? Et puis, ne l'oubliez pas, le français est la première langue enseignée dans les Iles britanniques, comme elle l'a été longtemps, dans le reste de l'Empire. Nous sommes donc presque frères et en même temps des rivaux assez obstinés. Soyons nets, tout en étant dans une situation différente, la Grande Bretagne, je le répète, fait un peu la même chose que les États-Unis. Ceux qui connaissent bien Bruxelles, savent combien elle se montre active, par ses représentants dans l'Union Européenne, pour imposer l'anglais au détriment du français qui, à une certaine époque, était pourtant dominant à l'intérieur de l'Union. Et elle a même toujours su récompenser ses représentants les plus hostiles à la francophonie. Le dernier exemple à ma connaissance, c'est Neil Knock ancien haut commissaire britannique chargé, entre autres, des langues au sein de l'Union Européenne à Bruxelles, qui, après les fonctions que je viens d'évoquer, a été nommé Directeur Général du *British Council* à Londres. Belle récompense.

Les conflits existent, c'est vrai, mais qui fait la vraiment la guerre ? Nous ? Si se défendre contre des attaques, c'est faire la guerre, alors c'est nous. Mais quelle est donc la source originelle de tous les conflits que vous avez cités ?